

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Hier, j'ai rencontré à Calgary les participants au projet Syncrude—ou plutôt ceux qui restent—et me suis entretenu avec eux de l'état du projet. Je me suis entendu avec eux, avec l'assentiment de l'Alberta, pour que des hauts fonctionnaires fédéraux rencontrent demain les participants au projet Syncrude, afin que ceux-ci puissent les instruire de l'état du projet et de certaines difficultés qu'il rencontre. Sauf erreur, le gouvernement de l'Alberta doit envisager la semaine prochaine la possibilité de participer lui aussi à ce projet. Notre propre participation dépendra d'une évaluation globale des coûts et des difficultés de l'entreprise et, bien sûr, du consentement du gouvernement albertain, de même, en dernière analyse, que de notre décision sur la question de savoir si notre participation constituera une contribution importante à la politique pétrolière canadienne.

M. Symes: Si l'on tient compte du choix restreint offert au gouvernement s'il veut pouvoir compter sur un approvisionnement suffisant en pétrole d'ici les années 80, et si l'Alberta acceptait effectivement que le gouvernement fédéral participe à cette entreprise, le ministre serait-il disposé à y engager des capitaux?

M. Macdonald (Rosedale): Comme je l'ai fait remarquer dans ma réponse, le gouvernement albertain ne s'est pas encore prononcé sur la question de savoir si le gouvernement fédéral pourrait ou non participer à l'entreprise. La question ne pourra trouver de réponse que la semaine prochaine lorsque les données de même que la politique du gouvernement albertain auront été établies clairement.

M. Symes: Puisqu'il ne semble pas que l'exploitation des sables bitumineux se fera telle qu'on l'avait prévue à moins que le gouvernement n'y participe, et comme la recherche de ressources pétrolières traditionnelles a décliné plus rapidement que ne l'avait prévu l'Office national de l'énergie, le ministre nous dira-t-il à quelles mesures d'urgence songe le gouvernement pour faire face à l'éventualité d'un approvisionnement pétrolier plus rapidement déficitaire que prévu? Par exemple, le gouvernement est-il prêt à acheter certaines concessions pétrolières déjà existantes et à entreprendre lui-même la recherche de pétrole conventionnel?

M. Macdonald (Rosedale): Comme le député le sait, il y a une mesure au *Feuilleton* qui permettra au gouvernement fédéral de créer une entité opérationnelle dans le domaine pétrolier. Le reste de la question est hypothétique pour l'instant.

LE PROJET SYNCRUDE—LA POSSIBILITÉ DE RECHERCHE D'AUTRES ASSOCIÉS ET INVESTISSEURS

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Il est urgent, comme l'a dit le député de Sault-Sainte-Marie, d'assurer l'ininterromption des approvisionnements de pétrole national, et d'essayer surtout de trouver d'autres sources d'approvisionnement au pays. En outre, la baisse des prix mondiaux exigés par l'OPEP aura manifestement pour effet d'empêcher une telle mise en valeur. Compte tenu de ces facteurs, n'est-il pas prématuré pour le ministre de nous dire maintenant quelles mesures il propose pour améliorer la situation des groupes pétroliers toujours engagés dans l'entreprise des sables bitumineux? En particulier, quelles dispositions le ministre est-il prêt à prendre pour encourager d'autres associés, dont on a un urgent besoin, à investir dans ce projet?

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je suis d'accord avec le député, c'est prématuré.

[Français]

LA POSSIBILITÉ D'UTILISER L'ÉNERGIE GÉOTHERMIQUE

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Étant donné que l'exploitation des sables bitumineux semble s'avérer trop dispendieuse, de même que la possibilité d'une pénurie d'énergie, le ministre peut-il dire à la Chambre si son ministère a fait des recherches sur la possibilité d'utiliser l'énergie géothermique?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je dois dire qu'au Canada nous n'avons pas les mêmes possibilités en ce qui a trait à l'énergie géothermique que d'autres pays comme, par exemple, la Nouvelle-Zélande et l'Islande. Mais nous avons établi des programmes de recherche dans tous les domaines futurs de l'énergie. L'énergie géothermique fait l'objet non pas d'un programme très considérable, mais tout de même d'un des programmes actuellement à l'étude.

● (1440)

[Traduction]

LE PÉTROLE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE CONFÉRENCE DES PAYS IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS POUR LA FIXATION DES PRIX ET LA RÉPARTITION DES APPROVISIONNEMENTS

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre et concerne le même sujet. Compte tenu de la déclaration du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources voulant que l'exploitation des sables bitumineux est maintenant remise en question, et de la position dans laquelle se retrouve donc l'Est du Canada en ce qui concerne l'approvisionnement en pétrole, le premier ministre a-t-il eu le temps d'étudier ma question du 3 octobre 1974? Je proposais alors que le Canada soit l'hôte d'une conférence à laquelle participeraient tous les pays importateurs et exportateurs de pétrole afin d'établir des règlements sur les prix et la répartition des réserves mondiales?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je ne peux me souvenir de la réponse exacte que j'ai donnée, mais il est évident que le but visé est très louable. Il reste à savoir si et quand une telle conférence peut être organisée, et ainsi de suite. Je n'ai aucune déclaration précise à faire pour l'instant.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, à simple titre de renseignement, j'aimerais savoir si des démarches ont été entreprises auprès de pays de l'OPEP; si oui, j'aimerais savoir de quels pays il s'agit.

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, si le député veut parler de démarches relatives à une conférence de ce genre au Canada, la réponse est non, du moins à ma connaissance. Cependant, en ce qui concerne les réunions entre pays producteurs et pays consommateurs, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le ministre des Finances et moi-même en avons bien sûr souvent discuté. Je dirais même que ce point figure toujours au programme des rencontres que nous avons avec d'autres ministres, des